

Accord relatif au traitement des données personnelles

Les clauses suivantes ont pour objet de garantir la conformité avec les exigences de la loi suisse sur la protection des données (LPD) en matière de traitement de données personnelles dans le cadre d'une relation de sous-traitance. Dans cette section, le Client est identifié en sa qualité de Responsable de traitement et le Fournisseur par celui de Sous-traitant.

Elles sont sans préjudice des obligations auxquelles le Responsable de traitement et le Sous-traitant sont soumis en vertu de la LPD du 25.09.2020.

Obligations des parties

Instructions - Le Sous-traitant ne traite les données personnelles que sur instruction documentée du Responsable de traitement à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu d'une obligation légale à laquelle il est soumis. Dans ce cas, le Sous-traitant informe le Responsable de traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public.

- Des instructions peuvent être données par le Responsable de traitement pendant toute la durée du traitement des données à caractère personnel. Celles-ci doivent toujours être documentées.
- Le Sous-traitant informe immédiatement le Responsable de traitement si, selon lui, une instruction donnée par le Responsable de traitement constitue une violation de la LPD ou d'autres dispositions du droit relatives à la protection des données.

Limitation de la finalité et durée du traitement - Le Sous-traitant traite les données personnelles uniquement pour la période et les finalités définies dans la description du traitement ci-après (description du traitement).

Sécurité du traitement

Le Sous-traitant met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des données à caractère personnel dans le cadre de l'utilisation de ses applications logicielles. Elles peuvent être consultées en tout temps sur son site internet. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à des telles données.

Le Sous-traitant n'accorde au membre de son personnel l'accès aux données à caractère personnel que dans la mesure nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le Sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles soient soumises à une obligation de respecter la confidentialité et soient correctement formées en matière de cyber sécurité.

- Données sensibles** – Le traitement de données concer-

nant la vie sociale et professionnelle d'une personne requiert l'application par le Sous-traitant de limitations spécifiques. Ces dernières peuvent aller au-delà de ce qui est publiquement communiqué et le Responsable de traitement accepte les impacts qu'elles peuvent occasionner sur ses processus de travail. S'il souhaite s'en affranchir, le Responsable de traitement en donne l'instruction documentée au Responsable de traitement (cf. supra : obligation des parties, instructions).

Documentation et conformité

Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.

Le Sous-traitant met à la disposition du Responsable de traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans le présent accord, notamment le résultat d'audits ou de certifications pertinentes.

Le Responsable de traitement peut décider de mandater un auditeur indépendant - cas échéant, un tel audit est effectué moyennant un préavis raisonnable et le Responsable de traitement supporte l'ensemble des frais occasionnés, y compris ceux du Sous-traitant.

Sous-traitance ultérieure

Le Sous-traitant peut engager un Sous-traitant ultérieur pour effectuer des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il le fait au moyen d'une relation contractuelle qui impose au Sous-traitant ultérieur les mêmes obligations en matière de protection des données que celles qui lui sont imposées en vertu du présent accord. Il veille également à ce que le Sous-traitant ultérieur respecte l'application desdites clauses ainsi que de la LPD.

A la demande du Responsable de traitement, le Sous-traitant lui fournit une copie du contrat conclu avec le Sous-traitant ultérieur. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, le Sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le Sous-traitant demeure pleinement Responsable, à l'égard du Responsable de traitement, de l'exécution des obligations du Sous-traitant ultérieur.

Dans le cas où le Sous-traitant ultérieur est basé dans un pays tiers (c'est-à-dire en dehors de l'UE ou d'un pays reconnu comme adéquat par la Confédération suisse), le Sous-traitant s'assure que les mesures nécessaires afin de garantir le même niveau de protection des données personnelles dans ce pays tiers, telles que les clauses contractuelles types, soient mises en place avec le Sous-traitant secondaire.

Description du traitement

Catégories de personnes dont les données personnelles sont traitées :

- Les membres du personnel ou mandataires externes du Responsable de traitement.

Catégories de données à caractère personnel traitées :

- Informations générales : nom, prénom, genre, photo de profil (facultatif), texte de présentation.
- Données relatives à la vie professionnelle : email, numéros de téléphone professionnel, affectation interne, titre et fonction, taux d'activité, type de contrat et permis de travail, communications internes.
- Informations personnelles : adresse de domicile, email numéro de téléphone privé, date de naissance, état civil, données relatives à la situation familiale, nom du conjoint, compétences professionnelles et/ou spécifiques, type de permis de conduire.
- Données relatives à la gestion du temps : timbrage des heures réalisées, ventilation par projets ou clients, soldes d'heures travaillées, de vacances, d'heures supplémentaires.
- Toutes données déposées dans le dossier RH individuel telles que : contrat de travail, CV, formulaires administratifs, cahier des charges, correspondance, évaluations annuelles, notes de frais, certificats ou attestations diverses.
- Indicateurs RH : divers indicateurs sur l'effectif, la rotation du personnel, l'ancienneté, l'âge moyen, l'historique d'effectif, données de planification d'absence ou d'allocation de ressources par équipe, site, ...
- Données d'utilisation liées à l'application tipee : fichiers journaux, données d'authentification des utilisateurs, historique de connexion, adresses IP de connexion, droits d'accès par collaborateur.

Nature du traitement :

- Hébergement des données du Responsable de traitement saisies dans l'application tipee
- Conseil et support informatique pour les utilisateurs désignés par le Responsable de traitement.

Finalités du traitement :

- Fournir aux utilisateurs tipee une information centralisée, sécurisée et facilement accessible pour tous les intervenants.
- Établissement de statistiques comparatives (traitement réalisé sur la base de données anonymisées uniquement)

Assistance au Responsable de traitement

Le Sous-traitant informe sans délai le Responsable de traitement de toute demande qu'il recevrait de la part d'une personne concernée ou d'un tiers autorisé. Il ne donne pas suite lui-même à cette demande.

En tenant compte de la nature du traitement, le Sous-traitant prête assistance au Responsable de traitement pour ce qui est de l'obligation qui lui incombe en matière de réponse aux demandes de personnes concernées qui souhaitent exercer leurs droits. Dans l'exécution de son obligation, le Sous-traitant se conforme aux instructions fournies par le Responsable de traitement.

Dans le cas où la portée d'une demande ou leur fréquence

devaient nécessiter soit un développement particulier, soit des efforts humains importants, le Responsable de traitement indemniserait le Sous-traitant pour son assistance.

Notification des violations de la sécurité

En cas de violation de la sécurité des données à caractère personnel, le Sous-traitant coopère avec le Responsable de traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 24 de la LPD.

En cas de violation de la sécurité en rapport avec des données traitées **par le Responsable de traitement**, le Sous-traitant prête assistance au Responsable de traitement aux fins de :

- La notification à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le Responsable de traitement a eu connaissance de la violation.
- L'obtention des informations devant figurer dans la notification.

En cas de violation de la sécurité en rapport avec des données traitées **par le Sous-traitant**, celui-ci en informe le Responsable de traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification devra comporter au moins :

- Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées).
- Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires pourront être obtenues.
- Les conséquences probables et les mesures prises ou proposées de prendre pour remédier à la violation et atténuer les éventuelles conséquences négatives pour les personnes concernées.

Non-respect des clauses liées au traitement des données personnelles

Sans préjudice des dispositions du droit applicable, dans le cas où le Sous-traitant ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, le Responsable du traitement peut demander au Sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se conforme au présent contrat ou que celui-ci soit résilié.

Le Sous-traitant informe rapidement le Responsable du traitement au cas où il ne serait plus en mesure de se conformer au présent accord, pour quelque raison que ce soit.

Le Responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement des données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- Le traitement des données à caractère personnel par le Sous-traitant a été suspendu par le Responsable du traitement conformément à l'alinéa supra. et si le respect du présent contrat n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans les trois mois suivant la suspension ;

- Le Sous-traitant est en violation substantielle ou persistante du présent contrat ou de ses obligations en vertu des lois applicables ;
- Le Sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'un tribunal compétent ou de la ou des autorités de surveillance compétentes concernant ses obligations en vertu du présent contrat ou des lois applicables.

Le Sous-traitant est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu du présent accord, lorsque, après avoir informé le Responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences légales applicables conformément au disposition « obligations des parties – instructions, 3ème § » ci-dessus, le Responsable du traitement insiste sur le respect desdites instructions.

Divers

Le Fournisseur se réserve le droit de modifier les présentes dispositions. Dans ce cas, il incombe au Fournisseur de communiquer les modifications au Client. A défaut de contestation écrite par le Client dans un délai de 30 jours à compter de leur communication, les modifications sont réputées acceptées.

Les dispositions en vigueur sont publiées sur le site internet tipee.ch.

For et Droit applicable

Les présentes dispositions sont soumises au droit suisse.

Tout litige résultant de sa conclusion, de son interprétation ou de son exécution sera soumis à la compétence exclusive des Tribunaux du Canton de Vaud.

Est réservé le recours au Tribunal Fédéral.

Vereinbarung über die Bearbeitung von Personendaten

Mit den nachfolgenden Klauseln soll sichergestellt werden, dass die Anforderungen des Schweizerischen Datenschutzgesetzes (DSG) bei der Bearbeitung von Personendaten im Rahmen eines Auftragsverhältnisses eingehalten werden. In diesem Abschnitt wird der Kunde als Verantwortlicher und der Lieferant als Auftragnehmer bezeichnet.

Dies gilt unbeschadet der Pflichten, denen der Verantwortliche und der Auftragnehmer gemäss DSG vom 25.09.2020 unterliegen.

Pflichten der Parteien

Weisungen – Der Auftragsnehmer bearbeitet Personendaten nur auf dokumentierte Weisungen des Verantwortlichen, es sei denn, er ist aufgrund einer für ihn geltenden gesetzlichen Pflicht dazu verpflichtet. In diesem Fall informiert der Auftragnehmer den Verantwortlichen vor der Bearbeitung über diese gesetzliche Pflicht, es sei denn, dies ist ihm aus wichtigen Gründen des öffentlichen Interesses gesetzlich untersagt.

- Der Verantwortliche kann während der gesamten Dauer der Bearbeitung von Personendaten Weisungen erteilen. Diese sind immer zu dokumentieren.
- Der Auftragnehmer informiert den Verantwortlichen unverzüglich, wenn eine Weisung des Verantwortlichen seiner Meinung nach eine Verletzung des DSG oder anderer datenschutzrechtlicher Bestimmungen darstellt.

Zweckbeschränkung und Bearbeitungsdauer – Der Auftragnehmer bearbeitet Personendaten nur für die Dauer und die Zwecke, die in der nachfolgenden Beschreibung der Bearbeitung definiert sind.

Bearbeitungssicherheit

Der Auftragnehmer trifft technische und organisatorische Massnahmen, um die Sicherheit der Personendaten bei der Nutzung seiner Softwareapplikationen zu gewährleisten. Sie können auf seiner Website jederzeit eingesehen werden. Zu diesen Massnahmen gehört der Schutz der Daten vor einer Verletzung der Sicherheit, die dazu führt, dass Personendaten unbeabsichtigt oder widerrechtlich verlorengehen, vernichtet oder verändert werden oder Unbefugten offengelegt oder zugänglich gemacht werden.

Der Auftragnehmer macht Personendaten seinen Mitarbeitenden nur insoweit zugänglich, als dies für die Vertragserfüllung, -verwaltung und -überwachung erforderlich ist. Der Auftragnehmer stellt sicher, dass die zur Bearbeitung von Personendaten befugten Personen einer Geheimhaltungspflicht unterliegen und in Cybersicherheit angemessen ausgebildet sind.

- Sensible Daten** – Die Bearbeitung von Daten über das gesellschaftliche und berufliche Leben einer Person erfordert bestimmte Einschränkungen durch den Auftragnehmer. Diese können über das hinausgehen, was öffentlich bekannt ist, wobei der Verantwortliche die Auswirkungen akzeptiert, die diese Einschränkungen auf seine Arbeitsprozesse haben können. Will er sich davon befreien, erteilt der Verantwortliche dem Auftragnehmer eine entsprechend dokumentierte Weisung (siehe oben: Pflichten der Parteien, Weisungen).

Dokumentation und Compliance

Die Parteien müssen die Einhaltung dieser Bestimmungen nachweisen können.

Der Auftragnehmer stellt dem Verantwortlichen alle Informationen zur Verfügung, die für den Nachweis der Erfüllung der in dieser Vereinbarung genannten Pflichten erforderlich sind, namentlich die Ergebnisse einschlägiger Audits oder Zertifizierungen.

Der Verantwortliche kann beschliessen, einen unabhängigen Auditor mit einer Prüfung zu beauftragen. Gegebenenfalls wird eine solche Prüfung nach angemessener Vorankündigung durchgeführt und der Verantwortliche trägt alle anfallenden Kosten einschliesslich derjenigen des Auftragnehmers.

Nachträgliche Weitervergabe

Der Auftragnehmer kann einen Unterauftragnehmer mit besonderen Bearbeitungstätigkeiten beauftragen. In diesem Fall erfolgt dies auf dem Wege eines Vertragsverhältnisses, das dem Unterauftragnehmer die gleichen Datenschutzpflichten auferlegt, wie sie dem Auftragnehmer von dieser Vereinbarung auferlegt werden. Er stellt auch sicher, dass sich der Unterauftragnehmer an die Erfüllung dieser Bestimmungen und an das DSG hält.

Auf Verlangen des Verantwortlichen stellt ihm der Auftragnehmer eine Kopie des mit dem Unterauftragnehmer abgeschlossenen Vertrags zur Verfügung. Soweit dies zum Schutz von Geschäftsgeheimnissen oder sonstigen vertraulichen Informationen erforderlich ist, kann der Auftragnehmer den Wortlaut des Vertrags vor der Weitergabe einer Kopie bereinigen.

Der Auftragnehmer bleibt gegenüber dem Verantwortlichen in vollem Umfang für die Erfüllung der Pflichten des Unterauftragnehmer verantwortlich.

Falls der Unterauftragnehmer seinen Sitz in einem Drittland hat (d. h. ausserhalb der EU oder eines Landes mit einem von der Schweizerischen Eidgenossenschaft als angemessen anerkannten Datenschutzniveau), stellt der Auftragnehmer sicher, dass mit dem Unterauftragnehmer die notwendigen Massnahmen getroffen werden, um in diesem Drittland das gleiche Schutzniveau für Personendaten zu gewährleisten, z. B. mit Standardvertragsklauseln.

Description du traitement

Kategorien von Personen, deren Personendaten bearbeitet werden :

- Mitarbeitende oder externe Beauftragte des Verantwortlichen.

Kategorien bearbeiteter Personendaten :

- Allgemeine Informationen: Name, Vorname, Geschlecht, Profilbild (freiwillig), Vorstellungstext.
- Daten zum Berufsleben: E-Mail, geschäftliche Telefonnummer, interne Einteilung, Titel und Funktion, Beschäftigungsgrad, Vertragsart und Arbeitsbewilligung, interne Kommunikation.
- Persönliche Informationen: Wohnadresse, E-Mail, private Telefonnummer, Geburtsdatum, Zivilstand, Angaben zur familiären Situation, Name des Partners oder der Partnerin, berufliche und/oder spezifische Kompetenzen, Führerausweis.
- Daten zur Zeiterfassung: Stempeln der geleisteten Stunden, Aufgliederung nach Projekten oder Kunden, Arbeits-, Ferien-, Überstundensaldi.
- Alle im individuellen Personaldossier hinterlegte Daten wie: Arbeitsvertrag, Lebenslauf, administrative Formulare, Pflichtenhefte, Korrespondenz, jährliche Mitarbeiterbeurteilungen, Spesenabrechnungen, verschiedene Zertifikate oder Bescheinigungen.
- HR-Kennzahlen: verschiedene Kennzahlen zu Personalbestand, Personalfluktuation, mittlerem Dienstalter und Entwicklung des Personalbestands, Daten über die Absenzenplanung oder die Verteilung von Ressourcen an die Teams, Standorte, ...
- Nutzungsdaten im Zusammenhang mit der tipee-Applikation: Protokolldaten, Benutzerauthentifizierungsdaten, Log-in-Verlauf, IP-Adressen der Netzwerkverbindungen, Zugriffsberechtigungen nach Mitarbeitenden.

Art der Bearbeitung :

- Hosting der in der tipee-Applikation erfassten Daten des Verantwortlichen.
- Beratung und IT-Unterstützung für die vom Verantwortlichen bezeichneten Benutzer.

Zweck der Bearbeitung :

- Bereitstellung zentralisierter, gesicherter und allen Beteiligten leicht zugänglicher Information für die tipee-Benutzer.
- Erstellung vergleichender Statistiken (Bearbeitung nur anhand anonymisierter Daten).

Unterstützung des Verantwortlichen

Der Auftragnehmer informiert den Verantwortlichen unverzüglich über jede Anfrage, die er von einer betroffenen Person oder einem berechtigten Dritten erhält. Er selbst beantwortet eine solche Anfrage nicht.

Je nach Art der Bearbeitung unterstützt der Auftragnehmer den Verantwortlichen bei der Erfüllung seiner Pflicht zur Beantwortung von Anfragen betroffener Personen, die ihre Rechte ausüben möchten. Der Auftragnehmer hält sich bei der Erfüllung seiner Pflichten an die Weisungen des Verantwortlichen.

Sollte der Umfang einer Anfrage oder deren Häufigkeit eine besondere Vertiefung oder einen erheblichen personellen Aufwand erfordern, wird der Verantwortliche den Auftragnehmer für seine Unterstützung entschädigen.

Meldung von Sicherheitsverletzungen

Bei einer Verletzung der Sicherheit von Personendaten arbeitet der Auftragnehmer mit dem Verantwortlichen zusammen und unterstützt ihn bei der Erfüllung seiner Pflichten gemäss Art. 24 DSG.

Wird in Verbindung mit einer Bearbeitung von Daten **durch den Verantwortlichen** die Datensicherheit verletzt, unterstützt ihn der Auftragnehmer :

- bei der umgehenden Meldung an die zuständige Aufsichtsbehörde, nachdem der Verantwortliche von der Verletzung Kenntnis erhalten hat;
- bei der Beschaffung der Informationen, die in der Meldung enthalten sein müssen.

Wird in Verbindung mit einer Bearbeitung von Daten **durch den Auftragnehmer** die Datensicherheit verletzt, informiert dieser den Verantwortlichen umgehend nach der Kenntnisnahme. Diese Meldung muss mindestens folgende Angaben enthalten:

- Eine Beschreibung der Art der festgestellten Verletzung (wenn möglich einschliesslich der Kategorien und der ungefähren Anzahl betroffener Personen).
- Die Kontaktdaten einer Anlaufstelle, bei der weitere Informationen eingeholt werden können.
- Die wahrscheinlichen Folgen und die getroffenen oder vorgeschlagenen Massnahmen zur Behebung der Verletzung und zur Minderung allfälliger nachteiliger Folgen für die betroffenen Personen.

Nichteinhaltung der Bestimmungen über die Bearbeitung der Personendaten

Erfüllt der Auftragnehmer seine Pflichten aus diesem Vertrag nicht, kann der Verantwortliche ihn unbeschadet der Bestimmungen des anwendbaren Rechts darum ersuchen, die Bearbeitung von Personendaten auszusetzen, bis er diesen Vertrag erfüllt oder bis der Vertrag gekündigt wird.

Der Auftragnehmer informiert den Verantwortlichen unverzüglich, wenn er aus irgendeinem Grund nicht mehr in der Lage sein sollte, sich an diese Vereinbarung zu halten.

Der Verantwortliche ist in folgenden Fällen berechtigt, den Vertrag zu kündigen, soweit er die Bearbeitung von Personendaten gemäss diesen Bestimmungen betrifft:

- Die Bearbeitung von Personendaten durch den Auftragnehmer wurde vom Verantwortlichen gemäss vorstehendem Absatz ausgesetzt und die Erfüllung dieses Vertrags wird nicht innerhalb einer angemessenen Frist und in jedem Fall innerhalb von drei Monaten nach der Aussetzung wiederhergestellt.
- Der Auftragnehmer verletzt diesen Vertrag oder seine Pflichten gemäss anwendbarem Recht erheblich oder anhaltend.

- Der Auftragnehmer hält sich nicht an einen verbindlichen Entscheid eines zuständigen Gerichts oder der zuständigen Aufsichtsbehörden bezüglich seiner Pflichten aus diesem Vertrag oder gemäss anwendbarem Recht.

Der Auftragnehmer ist berechtigt, den Vertrag zu kündigen, soweit er die Bearbeitung von Personendaten gemäss dieser Vereinbarung betrifft, wenn der Verantwortliche, nachdem er darüber informiert wurde, dass seine Weisungen gegen die anwendbaren gesetzlichen Anforderungen gemäss der oben stehenden Bestimmung «Pflichten der Parteien – Weisungen, Abs. 3.» verstossen, auf der Einhaltung dieser Weisungen besteht.

Verschiedenes

Der Lieferant behält sich das Recht vor, diese Bestimmungen zu ändern. In diesem Fall ist der Lieferant verpflichtet, die Änderungen dem Kunden mitzuteilen. Erhebt der Kunde nicht innert 30 Tagen nach ihrer Mitteilung schriftlich Widerspruch, gelten die Änderungen als angenommen.

Die geltenden Bestimmungen können auf der Website tipee.ch eingesehen werden.

Gerichtsstand und anwendbares Recht

Diese Bestimmungen unterliegen schweizerischem Recht.

Alle Streitigkeiten, die aus dem Abschluss des Vertrags, seiner Auslegung oder seiner Ausführung entstehen, unterliegen der ausschliesslichen Zuständigkeit der Gerichte des Kantons Waadt.

Vorbehalten sind Beschwerden beim Bundesgericht.

Personal data processing agreement

The following clauses seek to ensure that the processing of personal data within the framework of a subcontracting relationship complies with the requirements of the Swiss Data Protection Act (SDPA). In this section, the Client is considered to be the Controller and the Supplier is considered to be the Subcontractor.

These clauses are notwithstanding the requirements to which the Controller and Subcontractor are subject under the SDPA of 25 September 2020.

Requirements of the parties

Instructions – The Subcontractor shall handle personal data only when instructed to do so in writing by the Controller, unless it is required to do so as a result of a legal requirement to which it is subject. In this case, the Subcontractor shall inform the Controller of the legal requirement prior to processing, unless this is prohibited under law for significant reasons of public interest.

- The Controller may give instructions throughout the period during which the personal data is processed. These instructions must always be in writing.
- The Subcontractor shall immediately inform the Controller if it believes that an instruction given by the Controller violates the SDPA or other provisions of data protection legislation.

Limitation on the purpose and duration of processing – The Subcontractor shall process the personal data only for the period and purposes set out below under the heading “Processing description”.

Security of processing

The Subcontractor shall apply technical and organisational measures to ensure the security of the personal data when used in its software. These measures shall be available to refer to on its internet site at all times. The measures shall include protection of data against any kind of security breach leading to the accidental or intentional destruction, loss, alteration, or unauthorised disclosure of or access to the personal data.

The Subcontractor shall only allow its staff to access personal data if this is required to fulfil, manage and monitor the contract. The Subcontractor shall ensure that persons authorised to process personal data are subject to a requirement to observe confidentiality and are properly trained in cybersecurity.

- **Sensitive data** – Data on the social or professional life of an individual requires the Subcontractor to apply specific limitations. These limitations may exceed what is publicly communicated, and the Controller accepts the impact that they may have on working processes. Should it wish to remove the limitations, the Controller shall give written instructions of this to the Subcontractor (see the “Instructions” section above, under the “Requirements of the parties” heading).

Documentation and compliance

The parties must be able to demonstrate compliance with these clauses.

The Subcontractor shall supply the Controller with all information required to prove compliance with the requirements set out herein, in particular information on the outcome of audits and relevant certifications.

The Controller may decide to appoint an independent auditor. In this event, the audit shall be carried out after reasonable notice is given, and the Controller shall cover all costs borne, including by the Subcontractor.

Sub-subcontracting

The Subcontractor may contract a sub-subcontractor to complete specific processing activities. In this event, the sub-subcontract in question must apply the same data protection requirements set out herein to the Sub-subcontractor. It shall also ensure that the Sub-subcontractor complies with application of these clauses and the SDPA.

The Subcontractor shall provide the Controller with a copy of its contract with the Sub-subcontractor upon request. The Subcontractor may redact the text of the contract before sending a copy to the extent that this is required to protect business secrets or other confidential information.

The Subcontractor remains fully liable vis-a-vis the Controller for the Sub-subcontractor's fulfilment of the obligations.

In the event that the Sub-subcontractor is based in a third country (i.e. a country that is not in the EU and is not recognised as offering an adequate level of data protection by the Swiss Confederation), the Subcontractor shall ensure that it puts any required measures in place with the Sub-subcontractor, such as standard contractual clauses, in order to ensure the same level of data protection in the third country.

Processing description

Categories of data subjects :

- Staff members or external representatives of the Controller.

Types of personal data processed :

- General data: name, surname, gender, profile photo (optional), biography text.
- Data on professional life: work email and telephone numbers, internal assignment, job title and role, working hours, type of contract and work permit, internal correspondence.
- Personal data: home address, private email and telephone number, date of birth, marital status, data on family situation, name of spouse, professional and/or specific skills, type of driving licence.

- Data on time management: record of hours worked, breakdown by project or client, balance of hours worked, holiday and overtime.
- All personal data in HR files such as: employment contract, CV, administrative forms, job description, correspondence, annual reviews, expense reports, miscellaneous certificates and qualifications.
- HR data: miscellaneous headcount data, staff rotation, service length, average age, historical headcount, absence planning or resource allocation data for each team, site, etc.
- Usage data for the tipee application: daily files, user authentication data, connection records, IP logs, access rights of each staff member.

Type of processing :

- Storage of the Controller's data recorded in the tipee application.
- IT advice and support for users specified by the Controller.

Purposes of processing :

- Provide tipee users with data that is centralised, secure and easily accessible by all users.
- Creation of comparative statistics (only anonymised databases are processed).

Assistance to the Controller

The Subcontractor shall immediately inform the Controller of any request that it might receive from a data subject or authorised third party. The Subcontractor shall not respond to the request itself.

Taking into account type of processing, the Subcontractor shall support the Controller in respect of the requirement arising from a request made by a data subject exercising their rights. The Subcontractor shall comply with the instructions given by the Controller when carrying out this requirement.

In the event that the scope or regularity of a request requires a specific adjustment or a significant amount of labour, the Controller shall compensate the Subcontractor for its assistance.

Reporting of security breaches

In the event of a breach of personal data security, the Subcontractor shall cooperate with the Controller and provide its assistance in order to re-establish compliance with the requirements arising from Article 24 of the SDPA.

In the event of a security breach relating to data processed **by the Controller**, the Subcontractor shall assist the Controller with :

- Reporting the breach to the data protection authority as soon as possible after the Controller has become aware of it.
- Obtaining information to include in the report.

In the event of a security breach relating to data processed **by the Subcontractor**, the Subcontractor shall report to the Controller as soon as possible after it becomes aware of the breach. This report shall include at least the following :

- A description of the breach discovered (including, where possible, the categories and approximate number of data subjects).

- The details of a contact point who can provide additional information.
- The likely consequences of the breach and the measures taken or proposed in order to remedy the breach and mitigate any negative consequences for the data subjects.

Failure to comply with clauses on personal data protection

Notwithstanding the provisions of applicable legislation, should the Subcontractor fail to fulfil its obligations arising from this agreement, the Controller may require the Subcontractor to halt processing of personal data until the Subcontractor is in compliance with the agreement or the agreement is terminated.

The Subcontractor shall inform the Controller as soon as possible in the event that it is unable to comply with this agreement for any reason.

The Controller may require termination of the contract in respect of personal data protection in line with these clauses if :

- The Subcontractor's processing of personal data is suspended by the Controller under the above clause and if the Subcontractor does not re-establish compliance with this agreement within a reasonable timeframe or, in any case, within three months of the suspension;
- The Subcontractor has significantly or continuously breached this agreement or its obligations under the law;
- The Subcontractor does not comply with a binding decision of a competent court or the data protection monitoring authorities in respect of its obligations under this agreement or under the law.

The Subcontractor may terminate the contract as it applies to personal data protection through this agreement in the event that it informs the Controller that its instructions are unlawful in line with the third paragraph of the "Instructions" section above, under the "Requirements of the parties" heading, and the Controller nevertheless insists on compliance with the instructions in question.

Miscellaneous conditions

The Supplier reserves the right to amend these provisions. If it does so, it shall inform the Client of the amendments made. Unless the Client makes a written response within 30 days, these amendments shall be assumed to have been accepted.

The general provisions currently in force are published on the webpage www.tipee.ch.

Applicable law and jurisdiction

These provisions are subject to Swiss law.

Any dispute arising from the signature, interpretation or implementation of the contract falls exclusively under the jurisdiction of the courts of the canton of Vaud.

The right of appeal to the Federal Supreme Court of Switzerland is reserved.